

Communication du gouvernement français relative à la directive 94/22/CE du Parlement européen et du Conseil sur les conditions d'octroi et d'exercice des autorisations de prospecter, d'exploiter et d'extraire des hydrocarbures ⁽¹⁾

(Avis relatif à la demande de permis exclusif de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux, dit «Permis d'Achenheim»)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2014/C 55/03)

Par demande en date du 19 novembre 2013, la SARL Bluebach Ressources dont le siège social est sis au 178, boulevard Haussmann à Paris 8^e, France, a sollicité, pour une durée de cinq ans, un permis exclusif de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux, dit «Permis d'Achenheim», portant sur le territoire du département du Bas-Rhin.

Le périmètre de ce permis est délimité par les segments de droite joignant les sommets définis ci-après:

Sommet	NTF méridien origine Paris		RGF93 méridien origine Greenwich	
	longitude	latitude	longitude	latitude
A	5,70 gr E	54,10 gr N	7°28'00" E	48°41'24" N
B	5,80 gr E	54,10 gr N	7°33'24" E	48°41'24" N
C	5,80 gr E	54,20 gr N	7°33'24" E	48°46'48" N
D	Intersection du parallèle 54,20 gr N avec la limite ouest de la concession de Pechelbronn		Intersection du parallèle 48°46'48" N avec la limite ouest de la concession de Pechelbronn	
E	Intersection du méridien 6,10 gr E avec la limite sud de la concession de Pechelbronn		Intersection du méridien 7°49'36" E avec la limite sud de la concession de Pechelbronn	
F	6,10 gr E	54,10 gr N	7°49'36" E	48°41'24" N
G	Intersection du parallèle 54,10 gr N avec la frontière franco-allemande		Intersection du parallèle 48°41'24" N avec la frontière franco-allemande	
H	Intersection du parallèle 53,90 gr N avec la frontière franco-allemande		Intersection du parallèle 48°30'36" N avec la frontière franco-allemande	
I	5,70 gr E	53,90 gr N	7°28'00" E	48°30'36" N

D à E: Limite sud de la concession de Pechelbronn;

G à H: Frontière franco-allemande.

La surface ainsi définie est de 731 km² environ.

Dépôt des demandes et critères d'attribution du titre

Les pétitionnaires de la demande initiale et des demandes en concurrence doivent justifier des conditions nécessaires à l'octroi du titre, définies aux articles 4 et 5 du décret n° 2006-648 du 2 juin 2006 modifié relatif aux titres miniers et aux titres de stockage souterrain (*Journal officiel de la République française* du 3 juin 2006).

Les sociétés intéressées peuvent présenter une demande en concurrence dans un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date de publication du présent avis, selon les modalités résumées dans l'«Avis relatif à l'obtention des titres miniers d'hydrocarbures en France», publié au *Journal officiel des Communautés européennes* C 374 du 30 décembre 1994, p. 11, et fixées par le décret n° 2006-648 du 2 juin 2006 modifié relatif aux titres miniers et aux titres de stockage souterrain (*Journal officiel de la République française* du 3 juin 2006).

⁽¹⁾ JO L 164 du 30.6.1994, p. 3.

Les demandes en concurrence sont adressées au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie à l'adresse indiquée ci-dessous. Les décisions sur la demande initiale et les demandes en concurrence interviendront dans un délai de deux ans à compter de la date de réception de la demande initiale par les autorités françaises, soit au plus tard le 25 novembre 2015.

Conditions et exigences concernant l'exercice de l'activité et de son arrêt

Les pétitionnaires sont invités à se reporter aux articles 79 et 79.1 du code minier et au décret n° 2006-649 modifié du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines, des stockages souterrains (*Journal officiel de la République française* du 3 juin 2006).

Tout renseignement complémentaire peut être obtenu au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie:

Direction générale de l'énergie et du climat — Direction de l'énergie
Bureau exploration et production des hydrocarbures
Grande Arche, Paroi Nord
92055 La Défense Cedex
FRANCE

Tél. +33 140819527

Les dispositions réglementaires ci-dessus mentionnées peuvent être consultées sur Légifrance:

<http://www.legifrance.gouv.fr>
